



VAINCRE le chômage et la précarité

n°98 ▷ octobre 2014

Lettre du comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires

Les pauvres, rencontre du vrai Dieu

*J'ai espéré ramener
les plus pauvres
au cœur de l'Eglise,
en proclamant leur vie
et ce qu'ils vivaient déjà
du dessein de Dieu.*

*Toute ma prière,
mes homélies
et mes méditations
étaient orientées en ce sens,
nourries par l'expérience de vie
des familles les plus démunies.*

*Cette expérience
ne m'est plus seulement
source de familiarité
avec la vie de Jésus (...)*

*Ces familles me sont devenues
des maîtres en théologie,
agents d'une compréhension
plus rigoureusement bâtie
de ce que nous pouvons
connaître de Dieu.*

...

Joseph Wresinski
(fondateur d'ATD Quart Monde)

Extrait de
« Les pauvres, rencontre
du vrai Dieu »

En Sierra-Leone, des villageois ont tué des élus, des médecins, des journalistes qui venaient parler de prévention contre le virus Ebola !

Dans d'autres villages, la prévention a permis une lutte plus efficace contre la maladie. Mais le préjugé est tenace : « *Si ils viennent de la ville, c'est pour nous apporter le mal* ».

A Madagascar, au moment d'une épidémie de choléra, les familles ne voulaient pas confier leurs malades à l'hôpital, car les corps des personnes mortes ne leurs sont pas rendus.

Evidemment, les malades soignés à temps retournent chez eux, guéris...

Combattre les préjugés, c'est combattre la maladie.

Il en est de même dans l'indispensable lutte contre un autre fléau, un autre poison qui stigmatise les plus pauvres de nos concitoyens. Avec par exemple l'idée que... « *S'il y a des pauvres, c'est qu'ils ne veulent pas travailler* ».

Ce qui freine la reprise d'emploi, c'est d'abord « le manque de moyens de transport, de formations adaptées et bien sûr le manque d'emplois », souligne ATD Quart Monde dans un remarquable petit livre. (*)

Dans la lutte contre le chômage, c'est une illusion de croire que la croissance, seule, résoudrait le problème. Avec la croissance, il y aurait certes des embauches, une plus grande production, une plus grande rentabilité, puis une restructuration pour augmenter les gains avec... une destruction d'emplois !

Créer des emplois est possible : agents forestiers, cantonniers, assistants de malades, recycleurs de déchets... Beaucoup de communes en ont besoin, mais ne peuvent pas les payer. Alors que des candidats se morfondent en situation de chômage ou de dépendance du RSA. Pour financer ces emplois, on pourrait leur affecter le coût du chômage de longue durée.

Autre piste à suivre : que l'Etat crée directement des emplois, plutôt que de baisser les charges des entreprises en priant que cela les pousse à embaucher.

Ce n'est pas une croissance effrénée, ne profitant qu'à une minorité, qui peut accroître le bien-être d'un pays, c'est la suppression de la misère.

Combattre nos préjugés, c'est combattre la pauvreté.

Un milliard de pauvres prévus en 2015. L'ONU souhaite diviser ce chiffre par deux. Cette attitude manque singulièrement d'ambition. Comme on le répète chaque année le 17 octobre, Journée mondiale du Refus de la misère, il faut être résolument contre la misère, tout contre, pas en faisant « moitié - moitié » avec elle.

Cela passe notamment par la création d'emplois. Retrouver un travail, ce n'est pas qu'une question d'argent. C'est retrouver la dignité, la fierté de sa famille, la joie de réussir et de « gagner sa vie ».

Gagner sa vie



François PHILIPONEAU

(*) « *En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté* » - Aux Editions Quart Monde. 5 euros.

Nos préjugés sont têtus, mais les chiffres aussi, qui doivent nous permettre de penser autrement, de regarder autrement ceux et celles qui nous entourent. C'est leur rendre justice. Et au-delà, derrière ces chiffres il y a autant de visages, d'itinéraires singuliers.

Croissance du PIB	2013	2014*
France	0,3	0,7
Allemagne	0,5	1,9
Zone euro	- 0,4	1,1
Etats-Unis	1,9	1,7
Japon	1,5	1,6
Brésil	2,3	1,8
Chine	7,7	7,4
Inde	5,0	5,4

* Projections.

Source : FMI, juillet 2014

Emploi	
Smic mensuel brut ⁽¹⁾	1 445,38 €
Emploi total ⁽²⁾	26 408 000
Variation de l'emploi salarié marchand ⁽³⁾	+ 8 300
Taux de chômage ⁽⁴⁾	9,7 %
Taux de chômage des moins de 25 ans ⁽⁴⁾	22,8 %
Nombre de demandeurs d'emploi ⁽⁵⁾	3 677 600
Nombre total de demandeurs d'emploi ⁽⁶⁾	5 380 200
Chômeurs depuis plus d'un an ⁽⁶⁾	2 332 200
RSA personne seule y c forfait logement ⁽¹⁾	499,31 €

- Sources : Insee, ministère de l'Emploi et Cnaf
 1. Au 1^{er} janvier 2014.
 2. Au 1^{er} trimestre 2014, France entière.
 3. Au 2^e trimestre 2014, France entière.
 4. Au 2^e trimestre 2014, France métropolitaine.
 5. Août 2014, catégorie A (hors activité réduite), France entière.
 6. Août 2014, catégories A, B, C (hors demandeurs d'emploi non tenus à des actes positifs de recherche d'emploi), France entière.

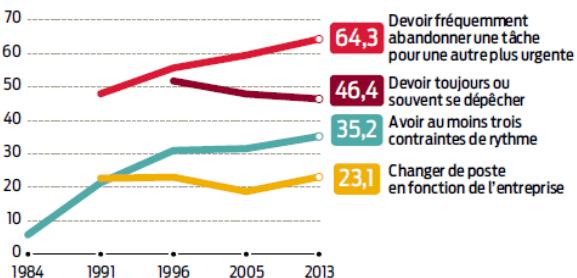
Graphiques et données chiffrées d'après Alternatives économiques - octobre 2014

Près de
80%
des temps partiels sont occupés par des femmes.

Plus difficile, la vie au travail

L'enquête menée entre 2012 et 2013 par la direction des études statistiques du ministère du Travail montre que les contraintes en matière de rythme de travail ont repris leur mouvement à la hausse. Les marges de manœuvre des salariés tendent également à se réduire, y compris pour les cadres. La pression temporelle s'est encore accrue et le travail est devenu encore plus bousculé, y compris dans les trois fonctions publiques. On avait observé une stabilisation de l'intensité du travail entre les enquêtes de 1998 et de 2005. Il ne s'agissait cependant manifestement que d'une parenthèse dans une trajectoire ascendante entamée dans les années 1980. Une mauvaise nouvelle pour tous les travailleurs mais en particulier pour les salariés vieillissants qu'on souhaite désormais maintenir plus longtemps dans l'emploi.

Evolution des types de contraintes auxquelles sont soumis les salariés, en %



Evolution - d'après une étude de l'Insee

- ~ Toutes les catégories socioprofessionnelles sont touchées : le taux de chômage des ouvriers atteint 14,6%, soit 5 points de plus qu'en 2008. Celui des artisans, commerçants et agriculteurs a augmenté d'un tiers en trois ans, pour représenter désormais 4,3% de la cohorte. Seul le taux de chômage des professions intermédiaires est resté stable en 2013 (+0,1 point précisément), à 5,2%.
- ~ En 2013, le marché du travail a ainsi augmenté de 110 000 actifs, essentiellement des femmes, dont la progression est deux fois plus importante que celle des hommes depuis 2005.
- ~ Avec le recul de l'âge légal de départ à la retraite intervenu en 2010 et l'allongement
- de la durée de cotisation pour partir en retraite à taux plein, les plus âgés participent davantage aujourd'hui au marché du travail : + 5 points, en quatre ans, de leur taux d'activité, pour atteindre désormais 61,7%.
- ~ Sur dix personnes en emploi, il y a désormais un non-salarié, deux ouvriers, trois employés et quatre personnes occupant une profession intermédiaire ou un emploi de cadre. Plus de trois personnes sur quatre travaillent dans le tertiaire, 13,5% dans l'Industrie, 6,6 % dans la construction et 3% dans l'agriculture.
- ~ En huit ans, la part de l'Industrie a reculé de 2,7 points quand celle du tertiaire a progressé de 2,6.

LE MEDEF ET SON OFFENSIVE ANTICHÔMAGE

Dans un document d'une trentaine de pages on peut lire ses propositions censées « activer la croissance » et réformer le marché du travail.
On y trouve des mesures libérales chocs chères à M. Gattaz, patron des patrons.



Déverrouiller les seuils sociaux



C'est l'obsession du patron du Medef. Il veut supprimer une partie des 23 obligations légales, souvent contraignantes, parfois coûteuses, des entreprises qui dépassent un seuil de salariés. A 50 le nombre d'obligations explode : il faut monter un comité d'entreprise et un CHSCT. Ainsi, les sociétés de 49 personnes sont deux fois plus nombreuses que celles qui en comptent 50. Avec cette modification le Medef prévoit entre 50 000 et 100 000 créations d'emplois en 3 ans.

L'économiste Pierre Cahuc est plus circonspect : « La suppression totale des seuils permettrait de créer des emplois, mais ce serait supprimer le droit social ! » Il prône la simplification de ces obligations, sans pouvoir évaluer le nombre de postes créés.

Créer un « sous-smic »



Le Medef veut instaurer un salaire transitoire inférieur au smic pour « les populations les plus éloignées de l'emploi » (sans faire référence à un « smic jeunes », véritable chiffon rouge). Il serait complété par des allocations sociales pour « garantir un pouvoir d'achat équivalent ». Objectif : entre 50 000 et 100 000 emplois supplémentaires en 5 ans. Selon l'auteur du livre *Chômage : inverser la courbe*, « il ne faut pas dégrader la norme salariale. Mais une aide à l'embauche pour l'employeur est une bonne idée qui permet de contourner le coût du travail supplémentaire. » Cet économiste recommande pourtant d'expérimenter « un smic jeunes sous forme de CDI, où la sécurité devient une contrepartie à la baisse salariale. Les jeunes non diplômés ont peu d'expérience professionnelle, ce sont ceux pour qui le smic est une barrière à l'embauche. » Et il refuse de se lancer dans l'exercice de quantification du patronat. Beaucoup trop incertain...

Elargir le travail le dimanche



Dans le commerce et la distribution, le Medef veut permettre l'ouverture le dimanche et le soir « en accord avec les salariés qui le désirent ou par accord de branche ». Avec des gains en emplois massifs : entre 90 000 et 300 000 à terme. Des économistes confirment, dans une étude de 2013, qu'un assouplissement des règles du travail du dimanche serait bénéfique pour l'emploi. Mais ils sont loin des chiffres du Medef : « 20 000 équivalents temps plein pourraient être créés, qui bénéficieraient en priorité aux jeunes à la recherche d'un premier emploi ou en formation. »

Supprimer deux jours fériés



Le Medef propose de supprimer deux jours fériés sur onze par an pour gagner 1 point de croissance et créer 100 000 emplois. L'économiste Eric Heyer ne le croit pas. Pour lui, on ne peut pas établir de lien de cause à effet. Tout dépend de la conjoncture : « Aujourd'hui, les entreprises peuvent produire plus sans embaucher. Leur problème est un carnet de commandes vide », précise cet expert qui juge le calcul du Medef surestimé. Deux jours ouvrés supplémentaires n'apporteraient que 0,15 point de PIB. Ce qui créerait peu d'emplois.

Remettre en cause les 35 heures



L'organisation patronale veut revoir le cadre légal de la durée du travail. Pour un économiste auditionné récemment à l'Assemblée Nationale les effets sur l'emploi des modifications du temps de travail se révèlent très difficiles à mesurer. En période de croissance faible le calcul est plus complexe : « La remise en cause des 35 heures ne permettrait pas d'augmenter le nombre d'emplois, à moins d'accepter une baisse du salaire horaire, ce que les entreprises ne se résoudront pas à faire. »

FAUT-IL MIEUX SURVEILLER LES CHÔMEURS ?

Nous avons choisi de vous donner à lire l'article complet de Vincent Grimault et Sandrine Foulon publié dans Alternatives Economiques n° 339 - octobre 2014.

Il faut ces deux pages pour tordre le cou à des préjugés qui blessent les chômeurs dans leur ensemble.

Vouloir surveiller plus étroitement les chômeurs pour limiter le nombre d'offres non pourvues relève d'une erreur de diagnostic.

Combien d'offres non pourvues ?

Le fantasme est vieux, mais inoxydable : il y aurait en France un important vivier d'emplois délaissés par des chômeurs plus prompts à vivre de l'assistanat qu'à rechercher activement un travail. François Rebsamen, ministre du Travail, l'a réactivé le mois dernier en assurant que 350 000 offres d'emploi ne trouveraient pas preneur en France. Mais d'autres chiffres, plus élevés encore, circulent également.

Ceux qui mettent en avant ce genre de chiffres confondent tout d'abord souvent les concepts de postes "vacants" et "non pourvus". Les premiers correspondent "*à la photographie d'un stock d'emplois à pourvoir (...) à un moment donné*", écrivent Yannick Fondeur et Jean-Louis Zanda, auteurs d'une étude sur le sujet. Ils ne disent donc rien des difficultés des employeurs à recruter. Et contrairement aux idées reçues, un taux d'emplois vacants (*) élevé ne signifie pas qu'un pays est peuplé de chômeurs fainéants, mais au contraire qu'il crée beaucoup d'emplois. En toute logique, ces emplois vacants sont donc beaucoup plus rares en

France ou en Italie qu'en Allemagne (voir graphique).

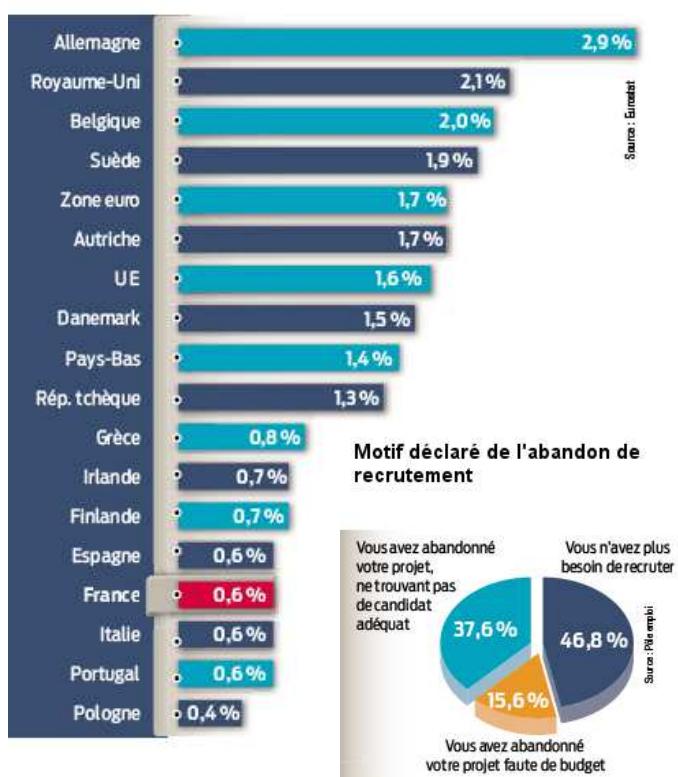
Le concept d'offres d'emploi non pourvues désigne, quant à

Plus de la moitié des 5,5 millions de chômeurs ne touchaient aucune indemnité de l'Unedic à la fin octobre 2013.

lui, les seules offres retirées du marché sans donner lieu à une embauche. Dans sa dernière étude sur les difficultés de recrutement de 9 000 entreprises, Pôle emploi évalue à 3 % seulement la part des offres qui n'ont pas trouvé preneur. Un "*phénomène limité*" qu'il faut de surcroît relativiser. Sur ces 3 % d'abandons de recrutement, seul un gros tiers est dû, selon Pôle emploi, à une "*absence de candidat adéquat*" (voir tableau). Avec 3 millions d'offres collectées par an en moyenne, l'opérateur public ne compterait donc que 34 000 abandons de

recrutement faute de candidats, loin des 350 000 annoncés. Certes, Pôle emploi ne couvre que 38 % des propositions d'embauche en France, mais même en extrapolant ces chiffres à l'ensemble des offres restantes on resterait loin du compte. Il existe donc des offres d'emploi non pourvues faute de salariés qui conviennent, mais comme le reconnaissait François Hollande l'an dernier : "*Personne n'a la véritable statistique.*"

Taux d'emplois vacants au premier trimestre 2014, en %



Mieux vaut miser sur la formation

S'attaquer aux offres d'emploi non pourvues n'est donc a priori guère susceptible de réduire significativement le sous-emploi, qui touche, toutes catégories confondues, plus de 5 millions de Français. Pour autant, il serait absurde de ne pas essayer de mieux comprendre ce phénomène pour le limiter. Un coup d'œil rapide sur les sites d'emploi •••

est éclairant. Les offres précaires y pullulent : horaires atypiques, temps partiels, faibles salaires, éloignement géographique... Pas sûr que les candidats se précipitent pour postuler. Selon Pôle emploi, les abandons les plus fréquents (20,9 %) concernent les offres de CDD de moins de six mois, émanant d'entreprises de petite taille pour des emplois ouvriers dans l'agriculture, la construction et l'intérim. Autre frein : certains secteurs souffrent encore d'une mauvaise image, comme les métiers de bouche ou la chaudronnerie, du fait de conditions de travail souvent difficiles et de rémunérations peu élevées.

L'absence de compétences adéquates pour certains postes joue aussi évidemment un rôle non négligeable. Pour éliminer cet écueil, le gouvernement avait lancé en 2013 un plan de 30 000 "formations prioritaires". 39 000 demandeurs d'emploi en ont bénéficié. Du coup, le gouvernement avait prévu 100 000 places cette année, pourvues par déjà 57 000 chômeurs en juillet dernier. Selon le ministère du Travail, six mois après leur sortie du dispositif "formation prioritaire", 65 % des chômeurs travaillent, dont 77 % en emploi durable (CDD d'au moins six mois et CDI). Des chiffres qui plaident pour un maintien du dispositif. En 2014, celui-ci a été financé à hauteur de 200 millions d'euros par l'Etat, les régions, Pôle emploi, le Fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels et le Fonds social européen. A ce stade, rien n'est cependant acté pour 2015.

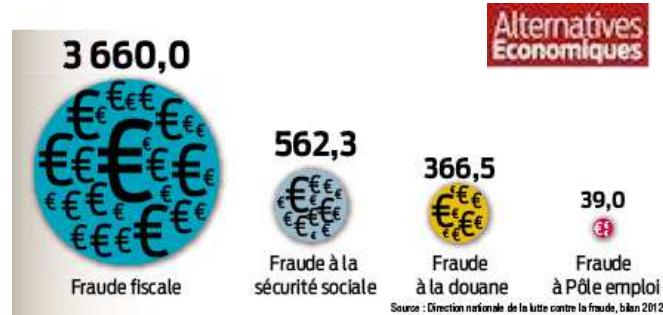
Les chômeurs sont déjà surveillés

En revanche, le fait de "renforcer les contrôles pour vérifier que les gens cherchent bien un emploi", comme le suggérait François Rebsamen, risque de poser plus de problèmes que d'en résoudre. Tout d'abord, il existe déjà des contrôles : Pôle emploi procède à quelques 45 000 radiations par mois, la grande majorité pour absence à une convocation. Un demandeur d'emploi qui ne se rend pas à un rendez-vous avec son conseiller peut être suspendu d'allocation pendant deux mois. Parmi la dizaine de motifs pouvant entraîner une radiation, figure également le refus de deux "offres raisonnables d'emploi" consécutives. Ces propositions doivent toutefois correspondre aux compétences du candidat et ne pas être trop éloignées de son domicile. Or, dans l'état actuel du marché du travail, c'est rarement le cas. Ce qui explique que les sanctions soient très peu nombreuses pour ce motif.

Des expérimentations sont cependant en cours pour mieux pister les chômeurs qui ne joueraient pas du tout le jeu. Depuis le lancement de l'opération à

Manosque et à Toulon à l'été 2013, seuls 6,5 % des contrôles ont débouché sur une radiation de quinze jours. Le service public de l'emploi a également étoffé sa traque des vraies fraudes organisées (reprise d'activité non déclarée, édition de faux documents pour percevoir des allocations...). En 2013, selon le magazine *Liaisons sociales*, les 150 auditeurs internes de Pôle emploi ont ainsi débusqué 25 000 fraudes potentielles qui ont mené à 600 radiations temporaires ou définitives et à la même proportion d'affaires portées au pénal.

Montant de la fraude détectée en France en 2012, en millions d'euros



En dehors de ces cas particuliers, si les chômeurs cherchaient plus et mieux, retrouveraient-ils plus vite le chemin du travail ? En l'absence de créations d'emplois en nombre suffisant, on peut en douter. "Des études montrent certes que la recherche est plus active lorsqu'un demandeur d'emploi arrive en fin de droits. C'est compréhensible. Mais on ne peut pas pour autant en déduire que les chômeurs se la couleraient douce tant qu'ils n'ont pas le dos au mur. Cette idéologie stigmatisante n'a aucun sens par rapport à ce qu'est le chômage", relève le sociologue Didier Demazière. Ce spécialiste pointe en particulier le fait que la recherche "active" d'emploi n'est pas un objet juridique défini. "Faut-il chercher du matin au soir, envoyer un quota défini de CV ? Une recherche d'emploi passe par des moments de forte activité puis par des moments d'abandon et de déprime."

Il faudrait aussi et surtout améliorer l'accompagnement des chômeurs, se pencher sur les cohortes de personnes découragées qui ne s'inscrivent même plus sur les listes de demandeurs d'emploi et s'intéresser également à celles et ceux qui auraient droit aux allocations chômage et n'y ont pas recours. Selon une enquête de la Dares, c'était le cas de 12 % des inscrits à l'ANPE en 2006 (le Pôle emploi de l'époque). Un chiffre moins repris que les 350 000 offres non pourvues.

* Taux d'emplois vacants : nombre d'emplois non pourvus rapportés au nombre total d'emplois.

PETIT TRAITÉ À L'USAGE DES CHERCHEURS D'EMPLOI

Doris a connu le chômage après une longue vie de salariée et libraire indépendante. Elle nous en donne le récit. C'est un parcours singulier.

C'est la raison pour laquelle elle peut nous dire quelque chose de nouveau et de fort.

A 52 ans, j'ai quitté un poste en communication bien rémunéré mais vide de sens. La vie est trop courte pour travailler triste. Un an à chercher un emploi, un an à devenir un peu plus invisible chaque jour.

La belle aventure de La Traverse

Quoi faire ? Exaucer mon rêve de créer ma petite librairie idéale dans une ville qui en était dépourvue. La Courneuve, l'une des deux villes de mon enfance avec Aubervilliers, a eu ma préférence. Une ville, où le taux de chômage dépasse les 15 %, dont certains quartiers témoignent d'un passé où le fracas des usines tournant à plein régime rythmait le quotidien. Mon idée était de créer une librairie indépendante au cœur de la ville, au pied de logements sociaux. La Traverse est née le 16 novembre 2010 avec un stock de 8 500 livres dans tous les genres littéraires, un espace dédié aux enfants et le trac aux tripes.

Grâce à mes fonds propres d'un montant de 150 000 euros, je parviens à développer l'autre aspect de mon projet : les rencontres avec les auteurs. Lorsque je me lance dans les Rencontres / Lectures / Apéros, les Courneuviens et les lecteurs des villes environnantes prennent leurs aises. Les écrivains et les éditeurs aussi. Ils viennent de loin parfois : Madrid, Fribourg, Lausanne, Bruxelles... Des premiers romans et des auteurs confirmés. J'aime choisir des extraits que je lis à voix haute pour donner envie sans dévoiler plus qu'il ne faut. Des amis musiciens s'invitent pour improviser sur les mots des auteurs. Je me souviens du sourire du public présent à la soirée Klezmer. Et l'honneur d'être la librairie organisant la première dédicace de

jeunes écrivains. Traverse diffuse les belles lettres, l'universalisme, la diversité culturelle et éditoriale. Sans oublier les spectacles et ateliers créatifs pour les enfants.



Des liens amicaux se tissent. On entre à La Traverse pour un « Bonjour », partager un thé ou un café, demander un bonbon, s'installer dans le Coin des P'tits loups pour lire une BD ou un manga en montrant pattes propres avant. Danièle, une voisine, me confie « Depuis que La Traverse a ouvert, je me sens considérée. »

Mais financièrement, La Traverse est un gouffre. Toutes mes économies y passent et je n'ai d'autre solution que de me déclarer en cessation de paiement sans attendre une injonction judiciaire.

L'éloge de la frugalité

Depuis la liquidation judiciaire de ma librairie, je me fais doucement mais sûrement à l'idée d'être pauvre alors que le regard des autres tendrait à me faire croire le contraire. L'imagination collective projette une certaine image du pauvre qui, à l'évidence, ne correspond pas à mon profil. Qu'est-ce à dire ? On me refuserait le droit d'être pauvre pour je ne sais quelle raison ? Que ce soit clair, je ne veux pas être pauvre mais je le suis malgré ma bonne mine.

Fort heureusement, tous ne partagent pas cette étroitesse d'esprit. La Banque de France a enregistré avec une aisance déconcertante mon dossier de surendettement. L'habitude sans doute d'accueillir des candidats nombreux et variés dont certains ne passent pas par la case du RSA par honte ou dans l'ignorance de leurs droits. Un surendettement causé par deux prêts consentis par ma banque et un organisme de l'Etat. Car, personnellement, je n'ai jamais contracté de crédits à la consommation ou autres. Mes demandes de RSA et de l'APL sont acceptées.

Maintenant que la situation est à peu près d'équerre, il est temps de penser et d'agir bien.

Je refuse toute victimisation, tout misérabilisme. Avec 800 euros par mois, comment tenir ?

J'ai mis en place un plan d'action sur les dépenses :

- ~ 20 euros par semaine pour le manger. Le boire se résumant à l'eau du robinet. J'ai délaissé mes yaourts au chocolat préférés pour les « nature » en promo.
 - ~ Achat de quelques fruits et légumes.
 - ~ Des œufs mais ni viande ni poisson.
 - ~ Douche courte mais tous les jours. Faut rester propre sur soi.
 - ~ L'allongement de la lumière du jour est une aubaine pour réduire la consommation d'énergie.
 - ~ Promenades pour s'aérer la tête dans les jardins, les parcs, à regarder la nature, les lecteurs sur les bancs, les enfants dans les aires de jeux. Ça fait du bien et c'est gratuit.
 - ~ Ne se maquiller et parfumer, discrètement bien sûr, que les jours de rendez-vous.
 - ~ Profiter de manifestations culturelles gratuites car l'art adoucit
-

••• l'âme.

Mon arme absolue est l'humour. Un antidote efficace à la peur qui est, je le confirme, une bien mauvaise conseillère.

La quête de l'emploi retrouvé

Aujourd'hui, après plus de 300 curriculum vitae et lettres de motivation envoyés spontanément aux éventuels recruteurs ou en réponse à des offres d'emploi, la publication en ligne de mon profil sur une dizaine de sites et une présence sur les réseaux sociaux, une lueur semble poindre. J'obtiens des entretiens grâce au soin que j'apporte à mes candidatures. Chacune de mes lettres est pensée en fonction du poste à pourvoir et de l'entreprise qui recrute. Travailler sa motivation, c'est peu à peu s'envisager autrement en



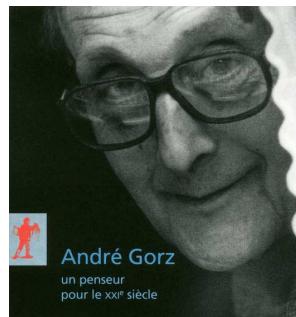
mettant en valeur sa personnalité, l'ensemble de ses compétences, y compris celles acquises hors de la

sphère professionnelle. C'est découvrir en soi des ressources insoupçonnées que l'on n'a pas encore exprimées. Les entreprises apprécient le travail bien fait et sentent que vous leur montrez du respect en soignant votre candidature.

La perte d'un emploi ne remet aucunement en cause qui nous sommes vraiment. Le moment est certes difficile à passer mais loin d'être insurmontable lorsque l'on a confiance en soi et en ses capacités. Nous sommes si nombreux à être en quête d'un travail que nous pouvons accepter la situation telle qu'elle est sans éprouver aucune honte, ni colère. Ce serait d'ailleurs contreproductif. La meilleure façon d'avancer est de se construire un présent serein et équilibré. La pauvreté du moment a d'ailleurs ses avantages. Elle brise certains liens néfastes pour tendre vers l'essentiel. Doux enseignement qui éloigne la crainte. Et puis, demain est un autre jour plein d'espoir.

André Gorz un penseur pour le XXIe siècle

Denis Clerc et Dominique Méda citent André Gorz, pour qui le « travail-emploi », celui qui permet de gagner sa vie, « celui que l'on a », est condamné à se réduire de façon drastique, il ne permet déjà plus, et permettra de moins en moins, de donner sens à la vie sociale. André Gorz montre que, à lui seul, le travail ne donne pas sens à l'activité humaine. Parce qu'il est de l'ordre des moyens et non pas des fins :



Nouvelle édition augmentée

Sous la direction de Christophe Fourel
Denis Clerc | Marie-Louise Duboin | Jean-Baptiste de Foucauld | Dominique Méda | Antonio Negri | Rossana Rossanda | Philippe Van Paris | Carlo Vercellone | Patrick Viveret | Jean Zin | La Découverte/Poche

« Les activités du temps libre, pour autant qu'elles sont productives, porteront donc sur l'autoproduction du facultatif, du gratuit, du superflu, bref du non-nécessaire qui donne à la vie sa saveur et sa valeur : aussi inutile qu'elle-même, il l'exalte comme la fin qui fonde toutes les fins. »

La bonne société, d'après André Gorz est celle où devraient être mises en œuvre des « formules de redistribution du travail qui en réduisent la durée pour tout le monde, sans pour autant le déqualifier ni le parcelliser, seule façon d'enrayer la « dualisation de la société ». Il est clair, en effet, que fonder une société - et la dignité de ceux qui la composent - sur un travail dont la place sociale va diminuant inexorablement, c'est faire reposer une pyramide sur une base qui rétrécit.

Oui, nous dit Gorz, le travail est important parce qu'il nous permet de produire ce dont nous avons besoin. Oui, la technique est importante parce qu'elle permet de réaliser cette production avec la moindre dépense de travail. Mais ni l'économique ni le travail ne sont le tout de la vie : remis à leur juste place - modeste -, ils joueront le rôle d'un marchepied vers une société cessant d'être « unidimensionnelle », là est le véritable enrichissement. Il a su montrer que, grâce à la technique, c'est le temps libre, et non le travail, qui est libération.

Dernière note : si le travail est la condition pour sortir du règne de la nécessité, il n'organise en rien le règne de la liberté.

*In Emploi et travail chez André Gorz,
par Denis Leclerc et Dominique Méda.*

Inclusion bancaire



Votée à l'été 2013, la loi de séparation bancaire a repris les recommandations du rapport réalisé par François Soulage, président national du Secours Catholique, dans la continuité de la conférence nationale de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Le Secours Catholique a salué les avancées sur la question des frais bancaires, qui vont être fortement réduits pour les personnes en difficulté (information, plafonnement et transparence), et sur la question du renforcement du droit au compte. Le Secours Catholique a aussi contribué à la création d'un Observatoire de l'inclusion bancaire qui permettra de mieux identifier les populations fragiles et les pratiques des banques.

RÉINVENTER L'HOSPITALITÉ

Chronique hebdomadaire de Bernard Ginisty du 2 septembre 2014



Cette rentrée de septembre, tant au plan national qu'international, se place sous le signe de la crise. Celle des partis politiques dits de gouvernement, celle de la résurgence, en ce centenaire de la guerre de 1914, des nationalismes meurtriers en Europe. Nous vivons l'épuisement du modèle sociétal qui a vu la citoyenneté se réduire à l'individualisme, laissant à l'Etat ou au Marché la tâche de gérer le lien social. Nous arrivons à une étape nouvelle de la longue histoire de l'individu, arraché par la modernité à ses communautés d'origine, pour habiter peu à peu une mondialisation sans rivages.

Deux grands systèmes se sont présentés pour réguler ces individus « libérés » de leurs liens d'origine. Le socialisme d'Etat qui au nom d'une prétendue science de l'évolution des « masses » formées par ces atomes sociaux, a confié à un parti « d'avant garde » le soin d'amener ces masses à des lendemains qui devaient chanter. Ce système s'est écroulé et l'évolution politique actuelle de la Rus-

sie montre que le grand rêve communiste universaliste porté par l'URSS, dont le Président Poutine dit sa nostalgie, n'a été finalement qu'un des avatars de l'histoire du nationalisme grand russe. Le libéralisme a laissé à « *la main invisible du marché* » le soin de produire l'harmonie sociétale avec le complément d'un Etat Providence chargé de faire face aux aléas de la vie : la santé, le vieillissement, le chômage. Des millions de chômeurs et de précaires, le déficit de tous les budgets sociaux, la dualisation croissante de la société font que ce système risque lui aussi d'imploser.

La prétention d'établir une société où la définition de l'individu producteur – consommateur dispense de tout autre médiation conduit à l'impasse. L'individu désenchanté du sens de l'histoire ou de l'automaticité de la croissance, voyant se lézarder des systèmes de sécurité qu'il croyait définitifs (la sécurité de l'emploi, la sécurité sociale, le financement des retraites) connaît la tentation de se réfugier dans les passivités de la régression identitaire, nationaliste ou sectaire. Face à ces dérives, il nous faut réapprendre collectivement à faire du lien social. Nous avons trop souvent attribué à l'Etat ou au Marché des pouvoirs magiques

qui provoqueraient l'harmonie entre les citoyens nous exonérant ainsi de notre responsabilité. Si l'Etat et le Marché jouent un rôle de régulation de la vie publique, ils ne sauraient en aucun cas constituer le fondement de la relation entre les humains.

Pour ceux qui se réfèrent à la tradition biblique, le fondement du lien entre les hommes se trouve dans l'hospitalité qui découle de la conscience de chacun d'entre nous d'être passager et étranger. Lors d'une conférence donnée à la session de 1997 des Semaines Sociales de France intitulée « *Etranger, moi-même* », le philosophe Paul Ricoeur commentant le texte du *Lévitique* (19, 34) « *L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote, et tu l'aimeras comme toi-même, car vous avez été étrangers au pays d'Egypte* », nous engageait à réinventer l'hospitalité à la faveur du souvenir d'avoir été étranger. Il déclarait ceci : « *Si nous avons à faire mémoire d'avoir été, d'être toujours étranger, c'est dans le but de retrouver le chemin de l'hospitalité. C'est le sens profond du Lévitique : « Aimer l'autre comme soi-même ». L'hospitalité peut se définir comme partage du « chez-soi », la mise en commun de l'acte et de l'art d'habiter : c'est la façon d'occuper humainement la surface de la terre* ».



Assemblée générale du C.C.S.C.

Vendredi 21 novembre 2014 à 19h
18 avenue Lénine - 93120 La Courneuve
(métro : La Courneuve 8 mai 1945)

Suivie, de 20h à 21h, d'un travail avec nos partenaires pour préparer un colloque-débat samedi 14 mars 2015

Publication trimestrielle

C.C.S.C. Centre Jean XXIII - 76 avenue de la Grande Charmille du Parc - 91700 STE GENEVIEVE DES BOIS
CCP 35 267 11 X La Source - <http://ccscfrance.com> - E-Mail : ccsc.vlc@gmail.com - Tél 01 69 46 13 03

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Pierre Pascual

Rédaction : Gérard Marle - Dominique Bourguignon - François Soulage - Gabriel Teste de Sagey - Philippe Dauger - Catherine Bernatet - Annie Chaton - Marie-Christine Brun
Commission paritaire 76 885 AS - ISSN 1148 2214 - Imprimerie ANAIS-MONDIAL NET - 125/131 avenue Louis Roche 92230 GENNEVILLIERS